

Zeitschrift: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1358

Artikel: Touche pas à ma cote
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010232>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Touche pas à ma cote

L'implication de l'UBS dans la débâcle du Long Term Capital Management n'a pas frappé les médias suisses romands, à l'inverse des suisses alémaniques. Ces pertes colossales renvoient pourtant à un système aux effets destructeurs.

A CE JOUR, LUNDI 28 septembre, la presse romande a fait preuve d'une étonnante retenue dans l'affaire UBS/LTCM (Long Term Capital Management). Pas un mot annonciateur jeudi 24 septembre, des comptes rendus gentillets après la conférence de presse extraordinaire de ce même jeudi, le quasi oubli dès samedi, pour se contenter enfin, le lundi 28, d'une simple reprise du communiqué ATS, lui-même inspiré de la presse alémanique.

C'est que les journaux d'Outre-Sarine ont fait, eux, des recherches approfondies sur le sujet. Certes, l'affaire a échappé aux hebdomadaires d'information générale (*Die Weltwoche, Facts*) et économique (*Schweiz Handelszeitung, Cash*, mais non *Finanz und Wirtschaft*) pour cause de délai rédactionnel. En revanche, dès vendredi, les quotidiens se déchaînent, *NZZ* comprise, qui reste comme à son habitude la plus sereine... à longueur de colonnes et sous diverses plumes.

Les deux journaux dominicaux posent la question de la compétence de MM. Ospel (*Sonntags-Zeitung*) et Cabiallavetta (*Sonntags-Blick*). Le coup de grâce est donné lundi dernier par le *TagesAnzeiger*, qui, sobrement, en page économique, précise le montant total des engagements du « *hedge fund* » sauvé par l'UBS, alias LTCM : 1250

(mille deux-cent cinquante) milliards de dollars, au lieu des 125 milliards avoués jusqu'alors.

Un profil de tueur sous des allures de gentleman

On comprend mieux la brutale chute des cours de l'action UBS en fin de semaine dernière, et surtout la prompte et forte réaction de la Commission fédérale des banques, qui a aussitôt déclenché une enquête. Mais la palme revient à un quotidien non financier. Dans son édition des 27 et 28 septembre, *Le Monde* brosse le portrait hallucinant de John Meriwether, « génie de la finance et personnage de roman », principal associé de LTCM, « au profil de tueur sous des allures de gentleman ». Foudroyé une première fois en 1991, J. Meriwether se relève et surfe sur les ondes de la spéculation boursière. Avec succès jusqu'à la semaine dernière. En bon mathématicien, il sait que tous les calculs sont aléatoires et que la probabilité existe d'un deuxième redressement dans les années à venir.

Il se trouvera bien de gros investisseurs, la plus grande banque suisse entre autres, pour jouer les gogos. Au prix d'un risque momentané en bourse et sans trop d'effet durable sur le rating. yj

Les pertes de l'UBS

A PEINE l'UBS avait-elle annoncé les résultats brillants de son premier semestre, laissant présager une année exceptionnelle et un bénéfice de plus de cinq milliards, que la déconfiture de LTCM, entre autres, l'oblige à annoncer par voie de conférence de presse extraordinaire (qui a pu être l'occasion d'opérations d'initiés) des pertes qui, cumulées, dépassent les deux milliards.

Banquiers avisés, gogos naïfs

Ce qu'on lit sur LTCM est édifiant : des conseillers recrutés parmi les sommités de l'économie (deux prix Nobel), un staff de cadres très pointus, un équipement en modèles mathématiques et un outillage informatique ex-

ceptionnel. Preuve en soi que les meilleures années ont enregistré des rendements de 40%! De quoi attirer des banquiers avisés qui finissent par rejoindre en crédulité des gogos naïfs.

Mais il y a un moment où la démesure fait perdre le sens du réel. Il y a quelques années seulement a été établi comme un critère de bonne gestion que les fonds propres d'un institut financier devaient avoir, au moins, une rentabilité de 15% à 16%. D'où la prise de participation, par exemple, dans des fonds que l'on croit ultra-performants.

Le problème, ce n'est donc pas de savoir si quelqu'un a mal évalué les risques. Ce sont les exigences de rentabilité qui sont égarantes. C'est le système qui est vicieux. ag